

## L'enseignement professionnel

**Fabienne Rosenwald**

**Sous-directrice des synthèses statistiques**

**Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance**

Ce numéro 75 est en partie consacré à un panorama de l'enseignement professionnel en France, essentiellement dans le cadre de la formation initiale soit par la voie scolaire, soit par la voie de l'apprentissage et plus généralement de l'alternance. Il se situe dans la continuité de la dimension historique du numéro 45 de cette revue, qui avait dressé en 1996 un état des lieux relativement large de l'enseignement professionnel il y a dix ans, en 1996. Il s'articule également avec les dimensions géographiques et régionales des travaux du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV), qui conduit l'évaluation des politiques régionales et va dresser en fin d'année 2007 une « géographie de la formation professionnelle ».

Ce numéro-ci met ainsi en évidence à la fois la variété des lieux, des acteurs et des formes de l'enseignement professionnel en France. Mais il montre également son dynamisme.

Si la plupart des taux d'accès à des niveaux de qualification ou à des diplômes ont peu évolué sur dix ans, ce n'est qu'en apparence : l'enseignement professionnel prend de plus en plus de poids au détriment de l'enseignement général et technologique. Ainsi en 1995, 63 % d'une génération accédaient au baccalauréat contre 64 % en 2006. Mais seulement 8 % y accédaient *via* l'enseignement professionnel contre 12 % actuellement. Ces évolutions ont ainsi permis de réduire des inégalités d'accès entre filles et garçons puisque ces derniers sont plus souvent en filière professionnelle. Enfin, si un fort pourcentage de jeunes accède à l'enseignement supérieur en France par rapport à d'autres pays, c'est plus souvent qu'ailleurs *via* les filières professionnelles courtes comme les IUT ou STS. La France fait partie, avec le Canada, le Japon, la Corée du Sud, la Belgique et la Suède, des pays où l'accès à un diplôme de l'enseignement supérieur court est le plus développé (16 % d'une génération), très loin devant des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne (8 %) ou les Pays-Bas (3 %).

Contrairement à l'enseignement général, l'enseignement professionnel apparaît comme fortement masculin. Les filles y sont globalement

sous-représentées. Elles se concentrent dans très peu de spécialités. En effet, les filles qui s'orientent vers le cycle professionnel se forment beaucoup plus fréquemment que les garçons dans les métiers des services où elles représentent 70 % des effectifs. Ainsi, à l'extrême, on peut opposer deux groupes de spécialités en BEP scolaire : si 25 % des filles sont dans le groupe secrétariat-bureautique ce n'est le cas que de 1,5 % des garçons, alors que 23 % de ces derniers se trouvent dans le groupe électricité-électronique contre seulement 0,7 % des filles. Le fait le plus marquant dans l'enseignement professionnel est le faible nombre de spécialités concernant les filles. Ainsi quatre groupes de spécialités regroupent près de huit filles sur dix parmi celles suivant un BEP (secrétariat-bureautique, comptabilité-gestion, commerce-vente et spécialités plurivalentes sanitaires et sociales). Ces mêmes spécialités ne regroupent que deux garçons sur dix. Conséquence de ce caractère très sexué du choix de spécialités, la mixité existe rarement au sein des classes de l'enseignement professionnel. Enfin, cette situation est d'une remarquable constance au cours du temps.

Du côté des origines sociales des jeunes, contrairement à l'enseignement général, l'enseignement professionnel apparaît comme un lieu où les enfants issus de milieux défavorisés sont surreprésentés. Ainsi les enfants d'ouvriers représentent un tiers des élèves du second cycle professionnel scolaire en 2006 contre un sixième des élèves du second cycle général, soit deux fois moins. L'enseignement professionnel présente ainsi des situations très contrastées. D'un côté, on constate une sous-représentation des jeunes issus de l'immigration, à la fois parce qu'ils survalorisent l'enseignement général et parce que le problème de la recherche de stages les touche particulièrement. D'un autre côté, on assiste à une surreprésentation des enfants d'indépendants, artisans et commerçants.

Les articles regroupés dans ce recueil font ainsi le point sur les grands traits de l'enseignement professionnel et ses évolutions depuis dix ans. Les contributions sont très diverses et les auteurs appartiennent à différentes directions et ministères, ce qui illustre bien le caractère pluriel de l'enseignement professionnel, pluriel en offre et en acteurs.

Tout d'abord, l'article de **Carine Lhoste** et **Fanny Thomas** sur la « Variété de structures et d'offres de formations dans le professionnel » met en évidence la diversité des établissements d'enseignement. Il n'existe pas une seule structure qui propose un enseignement professionnel mais plusieurs : lycée professionnel ou non, public ou privé, du ministère de l'Éducation nationale ou de l'Agriculture, CFA... , et d'ailleurs un lycée professionnel ne propose pas non plus que des formations professionnelles.

Les articles de **Maryannick Malicot** et **Bernard Porcher** sur « La formation professionnelle initiale du second degré » et de **Fabienne Maillard** sur « Vingt ans de politique des diplômés : un mouvement constant de réforme » dressent un panorama de l'évolution de la politique d'offre d'enseignement professionnel du secondaire en France *via* les formations, structures et diplômes proposés. Le dynamisme de cette filière apparaît ainsi clairement.

Les articles de **Francine Derambure** sur « 1995-2005 : dix ans d'enseignement technologique ou professionnel agricole et d'insertion professionnelle des jeunes », de **Florence Defresne** sur « Les évolutions en lycée professionnel sur dix ans : 1995-2005 » et de **Sébastien Durier** et **Phanit Saing** sur « Le développement de l'apprentissage depuis les années quatre-vingt-dix » décrivent les évolutions en termes d'effectifs et de formations du côté des trois grandes composantes que sont le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Éducation nationale et l'apprentissage.

Les parcours des jeunes en enseignement professionnel ne sont pas linéaires ni simples. Désormais, la presque totalité des élèves qui ont suivi une sixième accèdent en classe de troisième. Après cette classe, quatre jeunes sur dix continuent en second cycle professionnel et six sur dix en second cycle général ou technologique. Parmi ceux qui continuent en second cycle professionnel, 55 % fréquentent un lycée professionnel public et 15 % un lycée professionnel privé, 20 % sont en centre de formation d'apprentis et 10 % ont choisi un lycée agricole. Cette orientation en fin de troisième n'a pas évolué depuis 1996. Au-delà de ce constat global, les parcours sont hétérogènes à la fois géographiquement mais également en termes de scolarité. Ces deux aspects sont illustrés par les articles de **Marie-Laurence Jaspar** sur « Trois approches de la mobilité géographique des élèves s'orientant vers les formations professionnelles du ministère de l'Éducation nationale » et de **Caroline Coudrin** sur les « Parcours des élèves après un BEP ou un CAP ».

L'article de **Nadine Esquieu** sur « Les professeurs de l'enseignement professionnel » met en avant le profil des enseignants en lycée professionnel, qui se distinguent de ceux qui travaillent dans des formations générales par leur origine sociale, leurs antécédents professionnels mais également leurs représentations du métier : fortement attachés à leur rôle d'éducateur, ils font, plus que pour les autres enseignants, de la transmission des savoirs la mission première de leur métier.

Mais l'enseignement professionnel se caractérise surtout par sa proximité avec le milieu professionnel. On l'a déjà vu avec l'article de **Sébastien Durier** et **Phanit Saing** sur « Le développement de

l'apprentissage depuis les années quatre-vingt-dix ». Celui de **Ruby Sanchez**, « Retour sur quelques jalons de l'histoire de la formation professionnelle en alternance - 1975-2007 » apporte un éclairage sur cette autre modalité de formation. Enfin, l'article de **Christophe Jagers** : « Quels emplois pour les jeunes sortants de lycée ou d'apprentissage en 2004 et 2005 ? » va plus loin dans ce sens en étudiant l'insertion après un diplôme professionnel et ses liens avec la formation suivie.

Du côté de l'enseignement supérieur, deux angles d'analyse ont été privilégiés : le devenir dans l'enseignement supérieur des jeunes issus de l'enseignement professionnel du secondaire et des éclairages sur des filières professionnelles.

L'article de **Sylvie Lemaire** : « Le devenir des bacheliers professionnels », s'intéresse aux parcours des rares bacheliers professionnels qui continuent leurs études après l'obtention de leur baccalauréat, essentiellement en préparant un BTS. Ce que l'étude met en évidence, c'est leur fort taux d'échec : les deux tiers d'entre eux sortiront de l'enseignement supérieur sans diplôme hormis leur baccalauréat. Les articles de **Sylvaine Péan** et **Danièle Prouteau** : « Le flux d'entrée et la réussite en DUT », de **Sophie Dantan** et **Rémy Marquier** : « Les étudiants en formations paramédicales en 2004 » et de **Pascale Grenat** : « Les étudiants et les diplômés des formations aux professions sociales de 1985 à 2004 » portent sur les principales filières de l'enseignement professionnel court en France que sont les IUT, les STS et les écoles paramédicales et sociales. On dispose ainsi d'un tableau de leurs étudiants en termes sociodémographiques mais également d'une approche territoriale de ces formations.

Enfin pour clore ce thème, l'article de **Michel Le Devehat** et **Pierre Charle** : « Promouvoir le concept "école-entreprise" à l'étranger » explique comment la France exporte justement son expertise en formation professionnelle.